

Intervention du 10/09/2025 au rassemblement place Guichard.

Je m'adresse à vous au nom de la section CGT Finances publiques du RHONE.

Comme vous, nous sommes extrêmement en colère contre la politique menée par les différents gouvernements depuis l'arrivée au pouvoir de Macron.

Comme tous les gouvernements précédents d'Emmanuel Macron, Bayrou a proposé d'agir uniquement sur les dépenses publiques sans envisager l'amélioration du déficit par des recettes. Il a prôné encore une fois l'accentuation de la politique économique de l'offre, alors que cette politique mise en œuvre depuis 8 ans n'a manifestement apporté aucune amélioration aux finances publiques du pays. Au contraire, depuis 2017, le déficit budgétaire s'est creusé de 1 000 milliards. En parallèle, les Français les plus précaires ou vivant de leur travail se sont appauvris, et la fortune des milliardaires français a augmenté, depuis 2019, de plus de 24 milliards d'euros.

211 milliards d'aide aux entreprises pour 203 milliards de TVA collectée en 2023 !

Sur un plan fiscal, le projet de budget Macron Bayrou c'est le gel des tranches IR, la suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités, le refus de mettre à contribution les riches au moyen de la taxe Zucman...

Et le renvoi du gouvernement Bayrou ne met pas fin à cette politique austéritaire et injuste. Macron a nommé Lecornu comme nouveau premier ministre qui appliquera à nouveau la même politique. La continuité en s'appuyant sur la droite de la macronie en perdition. Pour nous, rien ne changera tant que Macron et sa politique resteront en place !

Notre administration subit depuis de nombreuses années des restrictions budgétaires. Les agents sont sous pression en raison de la dégradation de leurs conditions de travail.

La perte d'effectifs s'élèvent, depuis 2008, à 36 662 titulaires, soit près de 30 % des effectifs. Les restructurations sont permanentes (plus de 2000 suppressions de trésoreries, près de 1 000 suppressions de services de gestion fiscale et foncière).

La tendance est à l'industrialisation de quasiment toutes les tâches de travail, des missions sont maintenant limitées à exploiter des listings, ou plutôt à corriger les erreurs des logiciels et de la pseudo-intelligence artificielle.

Les règles de gestion des agents font de plus en plus la part belle à l'arbitraire (en matière de mobilité par exemple). Nous constatons également un management de plus en plus toxique avec des encadrants qui se retrouvent à demander toujours plus à leurs équipes mais avec toujours moins de moyens.

Les rémunérations ne suivent pas. En près de 20 ans, nos salaires ont augmenté de moins de 1 % en euros constants (Insee, 2024), contre 13 % en moyenne chez les salarié-es du privé) et les possibilités d'évolution de carrières sont insatisfaisantes.

Tous ces éléments constituent un faisceau de facteurs créant ou aggravant des situations anxiogènes, de perte de sens du travail et de dévalorisation de soi. Cet été, plusieurs médias (dont Le Monde, France Inter et RTL) se sont fait l'écho d'un nombre élevé de suicides au sein de la DGFIP. Ce sont 13 agents de notre administration ont qui ont mis fin à leurs jours depuis janvier, et huit autres qui ont tenté de le faire sur cette période de 6 mois. En 2023, le média BLAST publiait une enquête comparant le management ayant cours à la DGFIP à celui d'ORANGE - France Télécom dans sa pire période.

Pour en revenir au budget, vous entendez constamment dans les médias que l'objectif de l'État est d'être inflexible avec la fraude fiscale. Compte tenu de l'état des lieux que je viens de vous dresser, vous pouvez vous douter que cette mission pâtit, comme toute autre, du manque de moyens et de la dégradation de conditions de travail. Cependant, s'agissant de cette mission en particulier, il faut noter que les moyens restant ne sont pas orientés vers la fraude qui rapporterait le plus à savoir l'évasion fiscale et celles des plus riches.

S'agissant des usagers dans le Rhône, le manque de moyens a pour effet que la direction a fermé l'accueil du public sur plusieurs sites. Elle a choisi un seul point d'accueil pour les particuliers de Lyon qui doivent obligatoirement se déplacer à la Nouvelle Cité Administrative d'État. De plus, les plages d'accueil sans rendez-vous ont été réduites à 4 matinées par semaines Résultats, lors de la campagne déclarative, il arrive régulièrement que des personnes, ayant attendu plusieurs heures, ne soient pas reçues.

Le paiement en espèces est réduit à deux sites pour la métropole de Lyon et le département du Rhône (Lyon charité et Villefranche).

Les services sont difficilement joignables parce que les appels téléphoniques sont traités en centre d'appel. Parfois il faut 2 ou 3 contacts avant de pouvoir joindre le service appelé.

Le service des impôts des particuliers de Vénissieux a été transféré définitivement à Bron, privant ainsi plusieurs communes d'un accès en proximité.

La Direction choisit de réduire l'offre d'accueil physique, au mépris des besoins de la population, qui est invitée à utiliser les canaux numériques.

Dans la période 2015 à 2025, les effectifs de notre direction ont été réduits de 2434 à 2000, soit près de 20 % en moins ! Pire, avec un effectif réduit, la DRFiP devait assurer des missions supplémentaires. Ce recul du service public est bien la conséquence des choix budgétaires de Macron et de ses sbires.

Ainsi, Bayrou parti, Lecornu arrive, Macron encore là ! Il faut en finir avec tout cela. La question du pouvoir est au centre de la présente mobilisation.

Notre section a posé un préavis de grève du 10/09 au 31/12/25. Il faut nous engager massivement, dans la durée, pour un blocage de l'économie du pays. Rien ne changera si on ne s'attaque pas aux intérêts des capitalistes. La question de la stratégie des luttes est donc primordiale.

Les journées de grève saute-mouton ne fonctionnent pas ! Il faut que les centrales syndicales, les UD, organisent le blocage économique du pays avec un plan d'ensemble, c'est ainsi que nous gagnerons sur nos revendications. C'est en ce sens que nous interpellons à travers l'UD CGT Rhône, notre confédération CGT.